

gemeinsamen Haushalt lebende hilfsbedürftige Personen (Ehegatte, Geschwister oder Verwandte) betreut werden. Die Kommission hat damit dem Anliegen der Petenten zu einem gewissen Teil entsprochen. Aus praktischen Gründen hat sie allerdings davon abgesehen, für jede ehrenamtliche Tätigkeit eine Gutschrift einzuführen.

M. Allenspach présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Rapport de la commission chargée de l'examen préalable de l'objet 90.021 (10e révision de l'AVS) du 29 janvier 1993.

1. L'Alliance de sociétés féminines suisses (ASF) a déposé en septembre 1992 une pétition demandant qu'un bonus AVS soit versé aux personnes exerçant une activité bénévole déclarée. L'ASF souligne la grande importance du travail bénévole – accompli surtout par des femmes – et considère que l'instauration d'un bonus AVS serait un moyen de revaloriser cette activité. Les pétitionnaires disent craindre que l'introduction du système du splitting crée certains désavantages pour les personnes dont le conjoint touche un revenu insuffisant pour bénéficier d'une rente maximale.

2. Le Bureau a attribué la pétition après avoir conclu ses travaux relatifs à la 10e révision de l'AVS. Elle a constaté que le modèle de splitting proposé prévoit des bonifications pour tâches éducatives et de prise en charge. Ces dernières pourront, sur demande, être prises en compte comme revenu fictif servant à former la rente et être affectées à un compte AVS individuel, lorsque des personnes nécessitant des soins partent du ménage commun (conjoint, frère, soeur ou autre parent). La commission estime donc que la requête des pétitionnaires est en partie satisfaite. Pour des raisons pratiques, elle a cependant renoncé à instituer une bonification pour toute activité bénévole.

Antrag der Kommission

Von der Petition Kenntnis nehmen, ihr aber keine Folge geben.

Proposition de la commission

Prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Angenommen – Adopté

93.008

Aussenwirtschaftspolitik 1992/I, II

Politique économique extérieure 1992/I, II

Bericht, Botschaften und Beschlussentwürfe vom 20. Januar 1993 (BBI 320)
Rapport, messages et projets d'arrêté du 20 janvier 1993 (FF I 293)
Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten und Kenntnisnahme vom Bericht

Proposition de la commission

Entrer en matière et prendre acte du rapport

M. Rebeaud, rapporteur: La Commission de politique extérieure a traité de ce rapport dans sa séance du 15 février, en présence de M. Delamuraz, conseiller fédéral, et des experts qualifiés de l'administration, que nous remercions pour leur collaboration et dont nous avons apprécié la compétence.

En conclusion de ses travaux, la commission vous recommande de prendre connaissance du rapport et d'approuver les deux arrêtés joints à ce rapport concernant les accords économiques conclus entre les Etats de l'AELE et la Pologne et Israël respectivement.

Dès le moment où nous n'avons pas de décision dramatique à prendre au sujet de ce rapport, je vais essayer d'être bref de manière à ce que, si possible, nous puissions terminer nos travaux aujourd'hui.

Brièvement, quelques mots d'abord sur le contenu du rapport: il met en évidence une situation paradoxale et nouvelle pour l'économie suisse l'année dernière, à savoir qu'il y a eu une forte augmentation des exportations qui se sont bien tenues, plus 5 pour cent sur l'ensemble de l'année – à vrai dire, l'augmentation est forte au début de l'année et tend à décliner à la fin de l'année, tendance au déclin qui se confirme –, puis une régression sensible des importations, si bien que nous avons un quasi-équilibre de la balance commerciale.

Un point important, évidemment, touché par le rapport, concerne nos relations avec la Communauté économique européenne et avec l'Espace économique européen. Le vote du 6 décembre 1992 n'a pas eu d'incidence directe sur les résultats de l'année passée, pour une simple raison de chronologie. Il est évident cependant que ce vote aura des conséquences sur la politique économique du Conseil fédéral dans les années qui viennent, mais qu'il n'a pas été traité dans ce rapport avec toute l'attention qu'il mérite, puisqu'il doit faire ultérieurement l'objet d'une série de débats, notamment sur la réactualisation de l'économie suisse. Les projets du Conseil fédéral sur ce dernier point et ses intentions quant à nos relations avec la Communauté européenne n'ont pas été contestés en commission; ils feront l'objet de débats ultérieurs.

Un chapitre important de ce rapport touche les négociations de l'Uruguay Round du Gatt. Vous connaissez la situation: l'Uruguay Round, sans être en panne, est encore en phase d'attente avant de savoir si nous aboutirons à une conclusion. Beaucoup dépend de l'attitude que prendra la nouvelle administration américaine, à savoir si elle décide de terminer l'Uruguay Round dans sa définition et avec son cahier des charges actuels ou si elle décide, comme on semble le souhaiter dans l'entourage du président Clinton, d'y inclure un chapitre supplémentaire qui serait celui de l'environnement. Le Conseil fédéral est d'avis qu'il faudrait plutôt opter pour la première solution, mais, évidemment, la décision échappe largement à la Suisse.

Un chapitre très important et très actuel, celui sur lequel il y a eu des discussions à la commission, touche les pays de l'Est. Il a été relevé que nos rapports économiques avec les pays de l'Est se situent toujours à un niveau extrêmement bas – à peu près un pour cent de l'ensemble de nos échanges –, que la volonté politique de la Suisse est d'augmenter la part de nos échanges avec les pays de l'Est, mais qu'il y a toute une série d'obstacles, non seulement économiques, mais surtout politiques, qui freinent pour l'instant cette évolution.

A propos de nos rapports avec les pays de l'Est, un éclaircissement a été apporté, qui devrait être définitif et décisif, au sujet de la contribution de la Suisse à l'assainissement du parc nucléaire des pays de l'ancienne Union soviétique. Aussi bien de la part du Département fédéral de l'intérieur que de la part du Département fédéral des affaires étrangères, il a été dit, répété et confirmé que l'aide de la Suisse aux pays de l'Est en matière de politique énergétique allait prioritairement à des programmes d'économie d'énergie ou d'utilisation rationnelle de l'énergie et, secondairement – je dirais même subsidiairement –, au niveau de l'aide internationale, à des programmes d'aide touchant l'énergie nucléaire. Je crois que notre conseil a confirmé cette position officielle par son refus, la semaine dernière, d'une proposition de M. Stucky, qui aurait voulu donner la priorité à l'aide en matière de centrales nucléaires. Nous devrions pouvoir considérer ce chapitre de discussion comme clos et la position du Conseil fédéral comme définitivement établie.

Une remarque, entre parenthèses, sur la très grande incertitude, non seulement des pronostics en matière de politique économique extérieure ou de politique économique en général, mais des diagnostics que nous pouvons poser sur la situation actuelle: la chute du mur de Berlin a fait apparaître toute une série de faits extrêmement inattendus et dont la gravité avait été probablement sous-estimée. Il faut admettre en l'occurrence que la plupart des concepts établis par les sciences

économiques sont impuissants à rendre compte et de la complexité et des incertitudes mêmes qui régissent le fonctionnement du monde économique.

A la page 3 du condensé dans le rapport du Conseil fédéral, on nous parle des raisons du retard de la reprise de l'économie mondiale, comme si cette dernière devait survenir mécaniquement; c'est ce qui avait été prévu par la plupart des économistes et des experts censés donner des avis. J'ai entendu l'autre jour un économiste nous dire que la science économique était scientifique parce que les économistes étaient en général capables d'expliquer pourquoi leurs prévisions étaient fausses. On pourrait peut-être aller plus loin et dire que les économistes sont même incapables aujourd'hui de nous dire pourquoi ils sont incapables de faire des prévisions justes, et pourquoi la situation d'aujourd'hui est ce qu'elle est. Nous n'avons en réalité pas d'explication suffisante pour savoir pourquoi les prévisions étaient fausses. On indique que la reprise de l'économie mondiale est ralentie du fait qu'il faut réduire l'endettement élevé des ménages et des entreprises – cela vaut pour la Suisse ainsi que pour les autres pays de l'OCDE –, et qu'il faut corriger – cela vaut pour la Suisse – les hausses enregistrées pendant la période de surchauffe des marchés immobiliers.

Il faut y ajouter un autre endettement à corriger, celui qui a été évoqué à la Conférence de Rio et qui est gigantesque, c'est l'endettement de toute l'économie mondiale par rapport à l'environnement, c'est toutes les ponctions sur le capital nature de la planète qui ont été opérées sans avoir été comptabilisées et qu'il faudra bien rembourser d'une manière ou d'une autre si nous voulons rétablir les équilibres fondamentaux et éviter le gaspillage des ressources naturelles. Toutes ces incertitudes font que la reprise tant espérée pour améliorer la situation sur le front du chômage, aussi bien chez nous qu'à l'étranger, n'est pas sûre du tout. Elle n'interviendra pas mécaniquement. Il y aura d'autres mesures à prendre. Il ne suffira pas simplement d'attendre la reprise pour résoudre ces problèmes.

Je mentionne encore deux problèmes soulevés dans les discussions de notre commission et qui ont fait l'objet de précisions utiles de la part du Conseil fédéral. Le premier concerne les conditions de notre coopération avec les pays du Sud et de l'Est. Une précision a été apportée à l'acceptation du terme «good governance», c'est-à-dire le bon gouvernement dont on exige que certains pays du Sud fassent la preuve avant de leur octroyer notre aide. Les explications qui nous ont été données tendent à restreindre ce concept à la signification de pays où la corruption est maîtrisée, ou du moins qui ne soient pas totalement dirigés par un système corrompu. Il apparaît que, depuis la chute du mur de Berlin, il est possible sur la scène internationale et dans les discussions avec ces pays d'évoquer le thème de la corruption et de la nécessaire lutte contre elle, alors qu'autrefois il était tabou pour des raisons qui tenaient à la bipolarisation politique de la planète.

En ce qui concerne l'aide aux pays de l'Est, une longue discussion utile – je crois – a eu lieu sur les conditions que nous devons exiger d'eux pour pouvoir les aider efficacement. Dans les discussions, cette dernière année spécialement, trois critères ont souvent été mentionnés pour que cette aide puisse fonctionner, à savoir: premièrement, le respect des droits de l'homme; deuxièmement, la démocratie et troisièmement, l'économie de marché, sans qu'il soit précisé jusqu'à quel degré ces trois conditions doivent être remplies. Il est assez dangereux – nous semble-t-il – de mettre ces trois critères sur le même pied et de leur accorder à chacun la même importance. En particulier, l'économie de marché connaît des définitions et des acceptions complètement différentes selon que vous trouvez en Lituanie, en Suisse, aux Etats-Unis ou au Paraguay.

D'autre part, il y a un ordre de priorité à fixer entre les principes fondamentaux que notre pays, qui appartient à la civilisation occidentale, devrait essayer de promouvoir dans d'autres parties du monde. Le concept de l'économie de marché doit leur être subordonné et devrait avoir une importance inférieure. Vous savez bien en effet qu'il est possible de faire fonctionner l'économie de marché d'un pays sur le plan international – on l'a vu au Chili; on le voit encore à Hongkong – sans que les

droits de l'homme et une certaine volonté de démocratisation du pays soient pour autant garantis. Je serai très reconnaissant au porte-parole du Conseil fédéral de repréciser clairement la hiérarchisation de ces critères, telle qu'elle est observée par le Conseil fédéral, de manière à couper court à l'accusation qui pourrait être formulée contre notre pays et selon laquelle nous donnerions la priorité aux bonnes affaires que nous pourrions faire avec les pays de l'Est sans être trop tatillons sur le respect des droits de l'homme ou sur les autres critères qui tiennent à la politique plutôt qu'à l'économie.

Le deuxième ensemble de problèmes dont la commission a discuté concerne l'Accord avec Israël. Ce dernier n'a pas été contesté dans sa substance. On a simplement relevé le fait que cet accord, qui améliore la position des acteurs économiques des Territoires arabes occupés par Israël, ne parle pas des Territoires occupés, mais simplement de «Territoires». La commission ne conteste pas qu'il y a toute une série d'améliorations qui ont été obtenues par nos négociateurs et ceux de l'AELE en faveur des Arabes des Territoires occupés. Ils ont notamment obtenu que l'Etat d'Israël ne fasse pas obstacle à l'exportation et à l'émission dans les Territoires arabes de certificats d'origine par les Arabes eux-mêmes. On a cependant craint que le fait que les Européens de l'AELE acceptent de se limiter au terme «Territoires» donne une caution à la conception israélienne de ces territoires. Nos négociateurs nous ont confirmé qu'ils avaient fortement insisté auprès des Israéliens pour pouvoir utiliser le terme «palestiniens» plutôt que «arabes», «Territoires occupés» plutôt que «Territoires», mais que cela avait été sans succès. Ils nous ont indiqué que s'ils avaient trop insisté sur ce point il n'y aurait pas eu d'accord du tout.

Finalement, notre commission, malgré – à notre point de vue – cette imperfection de langage, a considéré que le réalisme commandait d'accepter la ratification de ces accords qui d'ailleurs sont déjà en vigueur, de façon à pouvoir – de manière très réaliste et concrète – d'abord défendre les intérêts de l'économie suisse dans ses échanges avec Israël et, ensuite, favoriser une amélioration de la situation des ressortissants des Territoires occupés en Israël dans le commerce international. Il a été affirmé, confirmé et – à mon sens – prouvé que cette expression «Territoires» n'aurait aucune incidence sur le plan politique où se négocient les rapports entre Israël et les ressortissants des Territoires occupés.

Voilà l'essentiel des débats et des questions qui ont été posés dans votre commission qui vous recommande de prendre connaissance du rapport et d'approuver les deux traités. Ceux-ci ont été adoptés sans opposition par la commission. Il y a simplement eu, pour les raisons que je vous ai indiquées tout à l'heure, quatre abstentions à propos du traité avec Israël.

Frey Walter, Berichterstatter: Es geht um den Bericht zur Außenwirtschaftspolitik 1992 und um zwei Botschaften zu Wirtschaftsvereinbarungen, ein Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Staaten und Israel und um ein zweites Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Staaten und Polen.

Zuerst zum Inhalt des Berichts. Es wurde im Bericht festgestellt, dass der Aufschwung der Weltwirtschaft weit kleiner war als erwartet. Im ganzen OECD-Raum betrug das Wachstum 1992 1,5 Prozent, das ist ein kleiner Zuwachs gegenüber 0,8 Prozent im Jahre 1991.

In den USA zeichnete sich eine Erholung ab; eine gewisse Stabilität herrschte auch im südostasiatischen Raum; in einigen Ländern von Südamerika zeigte sich sogar eine Wirtschaftsbelebung. Auf der anderen Seite hatten die «Dynamos» des Jahres 1991, die Bundesrepublik Deutschland und Japan, ein kleines Wachstum zu verzeichnen. Ganz Westeuropa – für die Schweiz der wichtigste Absatzmarkt – war leider durch ein unterdurchschnittliches Wachstum gekennzeichnet, lag also unter dem OECD-Mittel von 1,5 Prozent.

Die Gründe: Hohe Ueberschuldung, hohe Zinsen zur Inflationsbekämpfung, welche die Konjunktur in den einzelnen Ländern dämpfen; die Wachstumsprognosen für 1993 im OECD-Raum liegen bei etwa 2 Prozent; es würde aber 3 Prozent brauchen, um einen effektiven Abbau der Arbeitslosigkeit her-

beiführen zu können. Dieser wird im Bericht – international gesehen – erst im Jahre 1994 erwartet.

In der Schweiz schrumpfte das Bruttoinlandprodukt um 0,5 Prozent. Interessant ist hier, dass wir eine ausgeprägte Konjunkturschwäche im Inland hatten. Die Ausnahme waren die staatlichen Konsumausgaben. Besonders betroffen waren der Wohnungsbau, der gewerbliche Bau und die Ausrüstungsinvestitionen.

Auf der anderen Seite hatten wir ausgerechnet letztes Jahr, 1992, in der Exportwirtschaft ein Plus von 5 Prozent zu verzeichnen. Wir hatten im Frühling 1992 einen fulminanten Start, wahrscheinlich auf den günstigen Frankenkurs zurückzuführen, müssen auf der anderen Seite aber sagen, dass es ein schlechtes letztes Quartal gab.

Besonders vier Branchen haben dazu beigetragen, dass dieses gute Exportresultat zustande gekommen ist: Es sind dies die Chemie, die Plastikindustrie, die Uhren- und die Lebensmittelindustrie.

Wie gesagt, der Bundesrat erwartet ein langsames Wachstum der Exporte auch für 1993, weil das letzte Viertel des Jahres 1992 in bezug auf den Auftragseingang sehr schlecht war. Es ist möglich, dass der günstige Frankenkurs heute die Exporte wieder ein bisschen beflügeln könnte. Der Bundesrat befürchtet daher, dass die Rezession und die damit verbundene Arbeitslosigkeit auch im Jahre 1993 andauern werden und dass sich eine effektive Erholung erst 1994 zeigen wird. Auf der anderen Seite sieht er einen Teuerungsrückgang voraus.

Das Jahr war in aussenwirtschaftlicher und integrationspolitischer Hinsicht vom EWR-Abkommen geprägt, das am 2. Mai 1992 in Porto abgeschlossen und am 6. Dezember 1992 vom Schweizervolk verworfen wurde. Der Bundesrat hat die Konsequenzen dieses Entscheids des Schweizervolks aus seiner Sicht im Bericht aufgeführt. Der zukünftige Weg wird der Weg über bilaterale Abkommen mit der EG sein müssen.

Es gab einen Ausbau der Beziehungen der Efta-Staaten zu mittel- und osteuropäischen Staaten zu vermerken: Drei Freihandelsabkommen wurden abgeschlossen, mit der Tschechoslowakei, Polen und Rumänien, dann noch ein Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Staaten und Israel; auf die Abkommen mit Israel und Polen komme ich nachher noch zu sprechen.

In bezug auf das Gatt gab es eine Verlangsamung der Entscheidungsfindung. Die Entscheidung wurde im Dezember 1992 leider nicht gefunden. Der Streit der EG mit den USA im Agrarsektor blockierte diesen für die Schweiz so wichtigen Abschluss der Gatt-Verhandlungen.

Der Bundesrat hat in seinem Bericht auch auf die Ausweitung seines Unterstützungsprogramms für Mittel- und Osteuropa hingewiesen sowie auf das aktive Mitarbeiten der Schweiz bei der Europäischen Bank für Wiederaufbau und Entwicklung. Am 29. Mai war der Beitritt der Schweiz zu den Institutionen von Bretton Woods zu verzeichnen.

Nun komme ich zur Diskussion in der Kommission.

Bei Kapitel 1, «Die integrationspolitische Bedeutung des 6. Dezember 1992», bei Kapitel 2, «Zur Wirtschaftslage», und bei Kapitel 3, «Europäische Integration», gab es keine Wortmeldung.

Bei Kapitel 4, «Multilaterale Zusammenarbeit», gab es eine Diskussion über die Entwicklungszusammenarbeit, die Kernkraftwerke und ihre Sicherheit in Osteuropa sowie das Beschaffungswesen des Gatt. Es gab auch eine interessante Ausführung in bezug auf das Kriterium der «good governance» und den Kampf gegen die Korruption, die im Zusammenhang mit dieser multilateralen Zusammenarbeit gesehen werden muss.

Bei Kapitel 5, «Finanzierung autonomer Massnahmen der Wirtschaftszusammenarbeit», gab es eine Diskussion zur Mischfinanzierung gemäss Helsinki-Abkommen. Bei Kapitel 6, «Bilaterale Beziehungen», gab es keine Wortmeldung.

Bei Kapitel 7, «Autonome Aussenwirtschaftspolitik», gab es eine lange Diskussion über das Spannungsfeld der drei Begriffe Menschenrechte, Demokratie und Marktwirtschaft: inwieweit alle drei Kriterien erfüllt sein müssen in bezug auf unsere Bemühungen in der Entwicklungshilfe, aber auch inwieweit wir in der Aussenwirtschaftspolitik diese drei Kriterien mit-

einander anwenden können und wie die Begriffe genau zu klären sind. Es gab zu diesen Fragen Präzisierungen von Bundesrat und Verwaltung.

Der ganze Bericht ist übersichtlich und der Verwaltung zu verdanken. Die Kommission nahm denn auch einstimmig Kenntnis davon. Ich möchte dem Rat empfehlen, das gleiche zu tun. Nun zu den beiden Freihandelsabkommen, das eine zwischen den Efta-Staaten und Israel: Israel hat mit der EG bereits seit 1975 ein Freihandelsabkommen, mit den USA seit 1985 und mit den Efta-Staaten nun seit 1992. Es gab einen Rückweisungsantrag, es gab eine Diskussion über die Friedensbemühungen im Nahen Osten und über den Begriff der «besetzten Gebiete», der leider nicht in dieses Abkommen einfließen konnte – in den anderen Ländern gab es darüber keine Diskussion. Nach einer ausführlichen Diskussion in unserer Kommission wurde dieses Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Staaten und Israel mit 18 zu 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen genehmigt. Beim Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Staaten und der Republik Polen gab es keine Diskussion; dieses Abkommen wurde mit 22 zu 0 Stimmen genehmigt. Ihre Kommission empfiehlt Ihnen den Bericht zur Kenntnisnahme und die Freihandelsabkommen Efta/Israel und Efta/Polen zur Genehmigung.

Columberg: Der Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik enthält in diesem Jahr nichts Sensationelles. Darum erübrigt sich auch eine ausgiebige Debatte. Die CVP-Fraktion stimmt dem Bericht zu. Sie unterstützt auch die beiden Abkommen der Efta-Staaten mit Polen und mit Israel.

Wenn der Bericht nichts Aussergewöhnliches enthält, so dürfen wir doch noch einige Feststellungen machen. Die Hoffnungen auf einen Wirtschaftsaufschwung, einen Aufschwung der Weltwirtschaft, haben sich im Berichtsjahr nicht erfüllt. Das Wachstum im OECD-Raum war mit 1,5 Prozent, in der Schweiz mit 0,8 Prozent, schwach. Und dennoch eine erfreuliche Feststellung: Unsere Exportwirtschaft konnte sich sehr gut halten, und wir dürften demnach ein bedeutend kleineres Handelsbilanzdefizit verzeichnen.

Die Aussichten für 1993 sind allerdings nicht sehr ermutigend. Wir dürfen von der Aussenwirtschaftspolitik keine neuen Impulse für einen Aufschwung im Innern erwarten. Zudem bestehen nach wie vor grosse Unsicherheiten betreffend den Standort Schweiz. Das EWR-Nein hat sich in diesem Bereich sicher nicht positiv ausgewirkt; diese Unsicherheiten sind nach wie vor vorhanden. Ein Ausweichen auf die Märkte ausserhalb Europas darf nicht als eine valable Alternative angesehen werden. Wir müssen zuerst im eigenen Hause für Ordnung sorgen; ich meine damit das Revitalisierungsprogramm. Die CVP-Fraktion unterstützt die Einleitung von Wirtschaftsreformmassnahmen; wir werden uns darüber in einer separaten Debatte äussern können.

Erfreulich ist die Intensivierung der Wirtschaftsbeziehungen zu Ost- und Mitteleuropa. Wir haben sehr gute Gründe, diesen schwierigen Demokratisierungsprozess zu unterstützen, und wir haben allen Grund, diese Wirtschaftsreform zu fördern. Dabei ist es selbstverständlich, dass die Prinzipien, die immer schon galten – Achtung der Menschenrechte, Demokratie und Rechtsstaatlichkeit – zu berücksichtigen sind. Wir sind auch froh, wenn wir mit unserer Hilfe einen Beitrag zur Einführung der sozialen Marktwirtschaft leisten können. Wir vertrauen darauf, dass unsere Diplomaten für die Durchsetzung dieser Prinzipien eintreten werden.

Betreffend die Entwicklungszusammenarbeit gehen wir davon aus, dass diese Prinzipien wieder einmal überprüft werden. Ein Element, das man beachten muss, ist das Problem der Korruption: Es ist nicht einfach zu lösen, muss aber doch angesprochen werden. Ein spezielles Problem, das auch nach dem EWR-Nein besteht, ist die Liberalisierung des öffentlichen Beschaffungswesens. Wir gehen davon aus, dass diesem Problem nach wie vor grösste Beachtung geschenkt werden muss.

Schliesslich hoffen wir auf einen baldigen Abschluss der Gatt-Verhandlungen. Allerdings wird unser Einfluss dort bescheiden sein.

Zusammenfassend stelle ich fest: Die CVP-Fraktion begrüsst den Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik und unterstützt die Abkommen mit Israel und mit Polen.

Jaeger: Unsere Fraktion qualifiziert diesen Bericht als realistisch. Er analysiert und diagnostiziert die relativ schwierige Situation, in der sich die Weltwirtschaft, aber insbesondere auch unsere Volkswirtschaft zurzeit und wahrscheinlich noch bis auf weiteres befindet, sehr sorgfältig. Ich möchte gegenüber dem Bundesrat und seiner Administration anerkennen, dass das Niveau und die Substanz dieser Berichte auch der Situation entsprechend zum Ausdruck bringen, dass die Regierung den Ernst der Lage erkannt hat und dass die entsprechenden Strategien und Massnahmen ins Auge gefasst werden.

Wenn ich noch einige ergänzende und zum Teil auch kritische Bemerkungen anfüge, so einfach deshalb, weil solche Diagnosen heute natürlich so rasch veralten, wie sie geschrieben werden, denn wir leben in einer ausserordentlich dynamischen Epoche. Wir wissen, dass beispielsweise noch vor wenigen Wochen Signale aus dem angelsächsischen Raum, insbesondere aus den USA, auf einen Wiederaufschwung hindeutet haben. Diese Signale sind mittlerweile schon wieder etwas schwächer geworden.

Wir hoffen alle, dass es nach dieser Verschnaufpause zu einem Wiederanspringen dieser für die Weltwirtschaft ausserordentlich wichtigen Wirtschaftsmaschine kommen wird. Wir hoffen auch, dass das Clinton-Programm nicht in dem von ihm ursprünglich gewollten expansiven Ausmass realisiert werden muss, und wir hoffen, dass die Preiskontrolle im Pharmabereich unserer Pharmaindustrie nicht allzu viele zusätzliche Probleme bereitet. Wir wissen, dass die Pharmaindustrie sehr stark mit den Clinton-Absichten konfrontiert ist, zwar in differenzierter Weise, doch dürfen wir das nicht übersehen, wenn wir uns jetzt darauf verlegen, weiterhin auf die Exportwirtschaft sowie auf die fallenden Zinsen und auf die tiefe Inflationsrate zu bauen.

Nach wie vor geistert das Inflationsgespenst auch bei uns herum, denn die Inlandinflation ist immer noch zu hoch. Das hängt mit den zahlreichen Indexautomatismen zusammen, mit den vielen Regulierungen, die wir in unserem Lande auf verschiedenen Märkten haben. Wir müssen uns auch bewusst sein, dass die Arbeitslosigkeit nur zu einem kleinen Teil konjunkturell bedingt ist; zu einem grösseren Teil ist sie vor allem strukturell bedingt. Das heisst nichts anderes, als dass wir bei einem allfälligen Wiederaufschwung 1994 immer noch mit diesem Problem konfrontiert sein werden. Und das wird nicht nur 1994, sondern auch 1995 noch gelten. Wir werden uns ernsthaft überlegen müssen, welche Massnahmen wir vornehmlich im mikroökonomischen Bereich treffen müssen, um dieser langfristigen, schleichenden Krankheit entgegenwirken zu können.

Es geht darum, einmal ganz vorurteilslos und nüchtern und ohne ideologische Scheuklappen zu klären, welche Einwirkungen unsere Regulierungen im Arbeitsmarkt auf die Beschäftigungslage haben, welche Einwirkungen und Auswirkungen die Regulierungen im Güterbereich und die zahlreichen Kartelle auf die Effizienz unserer Notenbankpolitik haben. Denn es ist ganz klar: Wir können uns solche langen Bremswege, wie wir sie jetzt bei der Bekämpfung einer Inflation von 5 bis 6 Prozent erlebt haben, nicht mehr leisten, wenn wir weiter wettbewerbsfähig bleiben wollen. Vor allem nicht in einer sehr schwierigen Situation, in einem Umfeld, das sich durch die EWR-Abstimmung leider nicht verbessert hat.

Und wenn wir von den EWR-Gegnern getröstet werden, der Franken sei durch das Nein ja stärker geworden, die Börse sei gestiegen und die Ergebnisse unserer Unternehmungen seien sogar trotz Rezession sehr positiv ausgefallen und würden das weiterhin tun – im Laufe dieses Frühjahrs werden wir das an den Generalversammlungen hören –, dann sage ich Ihnen: Machen wir uns keine Illusionen! Der Franken ist bereits nicht mehr im Aufwind, wenn man es genau betrachtet, und die fundamentalen Faktoren sprechen eher dafür, dass wir längerfristig mit einem schwächeren Franken zu rechnen haben. Das tut zwar der Exportwirtschaft gut, hat aber natürlich inflationäre Konsequenzen.

Alle Börsenindizes in Europa und vor allem in den USA sind gestiegen, nicht nur die schweizerischen Indizes – letztere sogar eher etwas weniger. Die Ergebnisse der multinationalen Unternehmungen sind vor allem im Ausland erzielt worden und nicht hier in unserem Lande. Denken Sie an die Banken, die Versicherungen, denken Sie aber auch an die Nahrungsmittelindustrie! Und: Der EWR tritt ja erst Ende 1993 in Kraft!

Noch etwas: Wenn der Bundesrat Anfang dieses Jahres verlauten liess, wir müssten jetzt unsere Anstrengungen nach Ostasien, nach Japan und vor allem in die USA verlegen, so kann ich hier nur sagen: Jawohl, das ist richtig, aber an sich hätte man das schon lange tun müssen. Wir lösen die Probleme nicht, indem wir jetzt neue Illusionen wecken, denn entweder haben wir bis anhin etwas versäumt, weil wir solche Offensiven noch nicht gemacht haben, oder dann müssen wir das schleunigst nachholen.

Aber wir kommen nicht darum herum, auch mit dem Europäischen Wirtschaftsraum in Kontakt zu bleiben. Hier haben wir etwas Zeit gewonnen, denn «Maastricht» scheint offensichtlich die Luft auszugehen. Im englischen Parlament sind die Maastrichter Verhandlungen wieder verzögert worden; das dänische Ja steht aus; die Integrationsdynamik, die Binnenmarktdynamik sind offensichtlich ins Stocken geraten. Der EWR kann wahrscheinlich erst im zweiten Halbjahr oder Ende 1993 in Kraft treten. Spanien hat ja bereits angekündigt: «Wir werden nur zustimmen, wenn Maastricht über die Bühne gegangen ist.»

Also: Wir haben hier ein wenig Zeit gewonnen. Aber nutzen wir diese Zeit. Es wurde auch von meinen Vorrednern gefordert, wir sollten in unserem eigenen Wirtschaftshaus Ordnung machen. Gehen wir nun mit Bezug auf die bilateralen Abkommen wirklich an die Arbeit. Ich denke an das Luftverkehrsabkommen.

Aber wir müssen auch die internationalen Submissionsordnungen befolgen, wir müssen hier öffnen; dies wohlwissend, dass uns im Rahmen des Gatt gerade das öffentliche Beschaffungswesen grosse Sorgen macht, weil in vielen Ländern Staatsbetriebe günstiger offerieren können. Hier müssen wir uns wehren und werden es auch tun können. Vor allem wenn noch – wie in Italien – Korruption dazu kommt, wird es natürlich für ausländische Anbieter immer schwieriger zu offerieren. Das sind Aufgaben, die wir im Gatt zu lösen haben. Unser Einfluss ist zwar klein, aber ich glaube, alle Länder haben hier ähnliche Probleme. Wir müssen uns deshalb bewusst sein – das an die Adresse der Landwirtschaft –, dass wir auch gegenüber dem Ausland unsere Grenzen öffnen müssen. Wir müssen den Grenzschutz reduzieren, und wir kommen nicht darum herum, den Systemwechsel zu den Direktzahlungen zu vollziehen.

Ich erlaube mir noch einige Ueberlegungen zur internen Liberalisierung: Wenn ich davon gesprochen habe, dass wir Grenzschutzmassnahmen abbauen müssen, so denke ich dabei beispielsweise auch an die Getreideordnung. Es ist noch nicht so sicher, ob wir hier zu einer Liberalisierung kommen werden.

Wenn ich einem Kartellverbot das Wort rede, meine ich damit nicht, dass wir eine aktive Wettbewerbspolitik aufgrund der geltenden gesetzlichen Grundlagen vernachlässigen sollten. Wir sollten unsere Kartellwirtschaft liberalisieren, in dem Sinne, dass wir die Beweislast umkehren. Das wäre an sich der richtige Weg. Solange das nicht geht, müssen wir auf der Grundlage des geltenden Rechts weiterkommen.

Das sind nur einige Beispiele. Ich hätte noch viele hinzuzufügen, zum Beispiel den Wohnungsmarkt, wo es darum geht, die Marktmiete zu realisieren, mit Subjekthilfen, um die sozialen Härten abzufedern. Es geht auch darum, unser Bildungswesen zu liberalisieren; darum, unseren Arbeitsmarkt in dem Sinne zu deregulieren, dass wir daran gehen, zum Beispiel das Saisonierstatut wirklich zu beseitigen. Oder es geht darum, für hochqualifizierte Arbeitnehmer unsere Tore zu öffnen. Hier geht es um komplementäre Arbeitslosigkeit: Zahlreiche Arbeitsplätze können nicht geschaffen werden, weil die hochqualifizierten Arbeitskräfte fehlen, die nur im Ausland zu rekrutieren sind.

Es sind noch sehr viele konkrete Aufgaben zu lösen. Wie im

Bericht aufgezeigt, werden hier die Wege beschritten. Wir sollten die Regierung, den Bundesrat, in sämtlichen Bestrebungen unterstützen, die er unternimmt, um auch im internen Bereich zu liberalisieren und nach aussen neue Kontakte zu knüpfen. Vor allem gilt es der Exportwirtschaft zu helfen – nicht zuletzt mit der Beseitigung der Taxe occulte durch den Systemwechsel zur Mehrwertsteuer –, damit die Exportwirtschaft tatsächlich weiter der Motor unserer Wirtschaft bleiben kann. Denn unser Land ist voll und ganz von unserer Exportwirtschaft abhängig.

Baumann: Ich möchte namens meiner Fraktion ein paar Bemerkungen zur Uruguay-Runde des Gatt machen, insbesondere in bezug auf die innenpolitischen Auswirkungen auf die Landwirtschaft. Zudem habe ich eine Frage zum Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Ländern und Polen. Frau Misteli wird dann mehr auf die Drittwelt-Problematik des Berichtes eingehen.

Die Gatt-Szenarien haben die Schweizer Bauern unter anderem dazu veranlasst, den EWR-Vertrag mehrheitlich abzulehnen. Man hat dabei kaum zwischen EWR, EG oder Gatt unterschieden, sondern einfach gemeint, mit einem Nein zum EWR könne gleich auch die Gatt-Bedrohung abgewendet werden. Es ist in der Tat nicht leicht, sich auch nur einigermaßen ein Bild zu machen, was bei einem erfolgreichen Abschluss der Uruguay-Runde auf die Schweizer Landwirtschaft zukommt. Man hat zumindest als Aussenstehender das Gefühl, verhandelt werde ohnehin nur zwischen den Giganten USA und EG; die Schweiz habe dann zu übernehmen, was von den Grossen beschlossen werde. Nach wie vor ist zudem nicht klar, was für eine Haltung die neue Clinton-Administration nun wirklich einnimmt. Die diesbezüglichen Meldungen aus den USA sind ja sehr widersprüchlich; Herr Rebeaud hat es erwähnt.

Anzuerkennen ist, dass Stützungsmassnahmen in der Landwirtschaft, die keinen oder höchstens einen minimalen Effekt auf die Produktion und den Handel ausüben, nicht abgebaut werden müssen. Uns Grünen gefällt natürlich diese «green box» des Gatt. Das ist unseres Erachtens ein erster, allerdings bescheidener Ansatz, Umweltbelange auch in internationalen Handelsvereinbarungen zu verankern.

Wichtig wäre allerdings, dass diese «green box» in der Schweiz nun endlich mit Inhalt gefüllt würde. Ich denke da insbesondere an Artikel 31b des Landwirtschaftsgesetzes.

Alles, was uns im Agrarschutz nach abgeschlossener Uruguay-Runde bleiben wird, sind ökologische Direktzahlungen und Zölle. All die andern Agrarschutzmassnahmen werden schliesslich wegfallen. Genau da möchten wir vom Bundesrat konkretere Szenarien. Angenommen, wir wandeln wirklich alle Agrarschutzmassnahmen in Zölle um und bauen diese dann um die geforderten 36 Prozent ab, wie viele ökologische Direktzahlungen brauchen wir dann, um diese massiven Preisreduktionen, die in der Schweiz resultieren würden, aufzufangen? Angenommen, unsere Käseexportsubventionen – die Käseunion hat ja im letzten Jahr ein Defizit von über 500 Millionen Franken ausgewiesen – werden auch um die 36 Prozent abgebaut, wie wirkt sich das konkret auf die Milchproduktion, auf den Milchpreis und die Milchrechnung aus? Ungewissheit ist in diesen Fragen schlimmer als alle noch so einschneidenden Agrarreformen. Diffuse Rauchsignale wie anlässlich der Bundesratswahlen genügen jedenfalls hier nicht.

Ich bitte den Bundesrat, den Schweizer Bauern klaren Wein einzuschenken.

Ich habe noch kurz eine Frage im Zusammenhang mit dem Freihandelsabkommen mit Polen. Gemäss Anhang I ist ein totaler Abbau der Zölle für lebende Schlachttiere vorgesehen, unter anderem für Pferde, Rinder, Schweine, Schafe usw. –, obschon jedermann weiss, dass internationale Schlachtiertransporte über grosse Distanzen etwas vom Traurigsten sind, was man sich vorstellen kann.

Ich möchte in diesem Zusammenhang vom Bundesrat wissen, ob es nicht möglich wäre, mit den Krediten der Osteuropahilfe beispielsweise in Polen einen oder mehrere Schlachthöfe zu sanieren oder neu zu bauen, so dass die Schlachtung der Tiere dann zumindest am Ort selbst, die Fleischaufbereitung in Polen selbst erfolgen könnte. Die Wertschöpfung

würde dann in dem zu fördernden Wirtschaftsraum bleiben, und auch aus der Sicht des Tierschutzes wäre sehr viel gewonnen.

Frau Misteli: Der Bericht stellt eine Auslegeordnung der schweizerischen Aussenwirtschaftspolitik aus der Sicht der schweizerischen Regierung dar, und dazu ist er als Orientierung nützlich. Die Sprache zeigt aber auch ganz klar die Interessenposition der Aussenwirtschaftspolitik der Schweiz, eines Landes, welches zu den reichsten auf dieser Welt und zu den sogenannten marktwirtschaftlichen Demokratien gehört, die einen Sechstel der Weltbevölkerung ausmachen. Ich zitiere aus dem Bericht den Satz: «Zwar haben die Entwicklungsländer die Eigenverantwortlichkeit für die nationalen Wirtschaftspolitiken anerkannt und damit implizit auch ihre wirtschaftspolitischen Fehler der Vergangenheit eingestanden.» (Botschaft S. 68) Dies steht unter dem Titel Unctad VIII, der Konferenz in Cartagena (Kolumbien). Solche Stellen treffen Sie bei der Lektüre des Berichtes immer wieder an.

Ich möchte Ihnen hier aber in Stichworten die Realität jener fünf Sechstel der Bevölkerung auf dieser Welt darstellen, welche nicht zu den sogenannten marktwirtschaftlichen Demokratien gehören, welche nur über einen Sechstel des ganzen Welteinkommens verfügen und welche in den fünfzig Jahren nach dem Zweiten Weltkrieg immer ärmer wurden, trotz wachsendem Handel.

Wir verlangen jetzt von diesen Ländern Eigenverantwortlichkeit, jetzt, wo sie arm sind, aber wir haben ihnen selten Selbständigkeit erlaubt. Wir haben unser Entwicklungsmodell in diese Länder exportiert, ohne auf die lokalen gesellschaftlichen und kulturellen Gegebenheiten zu achten und ohne zu berücksichtigen, dass dieses Modell, sechsmal potenziert, ökologisch gar nicht möglich ist – für uns alle nicht möglich ist. Ich erinnere hier nur an die schlüsselfertigen Fabriken, welche auch von Schweizer Firmen in Drittweltländer gestellt worden sind, ohne irgendeine Bedürfnisabklärung zu machen; an Mammutprojekte, sogenannte weisse Elefanten; an Waffenexporte, an welchen unsere Exportwirtschaft immer wieder verdient hat. Unsere Exporte in den Süden sind auch heute noch fast zweimal höher als die Exporte des Südens zu uns.

Wir verlangen von den Ländern im Süden, dass sie ihren Binnenmarkt für unsere Produkte öffnen, ihren Handel liberalisieren. Wir aber schützen unsere Märkte, machen auf Protektionismus, subventionieren unsere Landwirtschafts-Exportprodukte und zerstören damit den regionalen Handel in diesen Ländern. Wir haben die Austauschbedingungen, die «terms of trade», ständig zu unseren Gunsten verbessert. Bananen sind heute bei uns billiger als Äpfel. Ein Kilo Bananen würde unter unseren Produktionsbedingungen bei uns heute 35 Franken kosten.

Wir haben die heutigen Eliten in diesen Ländern – ja, nicht nur die Eliten, auch einen grossen Teil der Bevölkerung – mit unserem Wirtschafts- und Konsumgesellschaftsmodell beeinflusst. Wir haben diese Eliten und Regierungen korrumpiert. Auch die schweizerische Privatwirtschaft hat mitgeholfen. In der Ost-West-Konfrontation haben die westlichen Regierungen des öfteren beide Augen zugemacht. Aber ironischerweise verlangen wir jetzt von diesen Ländern «good governance», Demokratie und die Einhaltung der Menschenrechte, während wir uns während der Zeit dieser Auseinandersetzungen, dieser Konflikte, nicht darum gekümmert haben.

So bleibt die alte Bevormundung. Wieder wissen die Regierungen des Nordens, was gut ist für die Länder im Süden.

Der Handel und die Wirtschaft in den Ländern im Süden werden heute zum grössten Teil von den Regierungen und der Privatwirtschaft, den Banken usw. des Nordens bestimmt. Wir brauchen «good governance» und mehr Demokratie, auch in der Wirtschaft. Wir sollten die Bedingungen schaffen, dass der Süden für den Handel gleich lange Spiesse wie wir hat. Wir sollten die Bedingungen für einen fairen Handel schaffen und dafür, dass die Schulden der Dritten Welt nicht ins Unermessliche wachsen. Heute beläuft sich die Verschuldung der Dritten Welt auf 1700 Milliarden Dollar. Die Verschuldung ist in den letzten Jahren mitnichten stabil geblieben, wie uns Herr Bundesrat Delamuraz in der Kommission gesagt hat – sie ist ge-

wachsen. Wir brauchen eine konsequentere Entschuldung, eine speditivere Rückführung von Fluchtgeldern korrupter Drittwelteliten, und wir müssten diesen Ländern den Aufbau einer eigenen Wirtschaft und eines eigenen Handels zugestehen.

Die grüne Fraktion nimmt vom Bericht, wenn auch ohne Begeisterung, Kenntnis; sie verlangt aber, dass sich der Bundesrat in Zukunft für die Länder des Südens, für die oben genannten Ziele, stärker einsetzt.

Mühlemann: Die FDP-Fraktion nimmt in positivem Sinne Kenntnis vom Bericht über die Aussenwirtschaft und akzeptiert auch die beiden Abkommen mit Polen und Israel.

Es stimmt, was Herr Kollege Frey Walter gesagt hat, dass sich die Aussenpolitische Kommission nur zögernd dem Inhalt dieses Berichts zuwandte. Das ist bedauerlich, denn dieser Bericht ist natürlich bedeutsam, nicht nur im Hinblick auf die Wirtschaft, sondern auch für weitere Bereiche, die damit zusammenhängen, nicht zuletzt für die Behebung der Arbeitslosigkeit.

Herr Frey, ich darf doch positiv feststellen, dass wir in der Kommission nach anfänglichem Zögern die EWR-Gräben zugeschüttet haben, im Sinne einer konstruktiven Gestaltung der Zukunft – das darf man hier auch einmal zur Kenntnis nehmen.

Der Bericht zeigt eine ungeschminkte Analyse der schwierigen wirtschaftlichen Weltlage. Das Ganze wird noch erschwert durch die Tatsache, dass auch die beiden starken Wirtschaftsnationen Japan und Bundesrepublik Deutschland deutliche Einbrüche erlebt haben. Ich möchte Sie aber davor warnen, den Wirtschaftsriesen Bundesrepublik Deutschland zu unterschätzen. Was dieser Staat in der ehemaligen DDR investiert hat, ist beachtlich. Entgegen allen Unkenrufen sind hier mehr Silberstreifen am Horizont erkennbar, als wir glauben wollen. Wer das selber miterlebt, ist vor allem durch die starke Leistung im Bereich der Infrastruktur beeindruckt. Hier hat der Staat in kurzer Zeit Wesentliches für den Aufbau und die Aufräumung eines ehemaligen kommunistischen Trümmerfeldes getan.

Die innenpolitische Wirtschaftssituation ist betrüblich. Wir haben im Jahre 1992 praktisch keine Aufschwungmomente erlebt, mit Ausnahme des staatlichen Konsums. Erstaunlich ist die Leistung der Exportwirtschaft der ersten Hälfte des Jahres 1992, mit einer Abschwächung am Ende. Wenn jetzt prophezeit wird, dass die Exportwirtschaft im Jahre 1993 schlechter abschneiden würde, dann ist das natürlich für die Gesamtsituation unseres Landes bedenklich. Vor allem ist es nicht erfreulich, denn die Arbeitslosigkeit wird wahrscheinlich noch einmal zunehmen.

In diesem Sinn haben wir uns bei der Beurteilung des Berichtes zu verschiedenen Massnahmen bekannt, ich glaube von links bis rechts. Alle haben heute erkannt, dass es darum geht, die Wirtschaft zu stärken, damit in direkter Weise über Steuerverbesserungen eine Finanzordnung entstehen kann, die letztlich eine Sozialpolitik, eine Umweltschutzpolitik und eine Kulturpolitik erlaubt, die nicht einfach minimalistisch ausufern.

Wir dürfen auch feststellen, dass eine erstarkte Wirtschaft das beste Mittel ist, um die Arbeitslosigkeit zu beseitigen. Es braucht dazu natürlich qualifiziertes Wachstum, das jetzt nicht vorhanden ist. Im Mittelpunkt steht im Augenblick – nach dem EWR-Nein – das interne Revitalisierungs-, Liberalisierungs- und Deregulierungsprogramm. Diese Programme müssen u. a. unsere Exportwirtschaft stützen, denn das ist die stärkste Kraft, die wir jetzt haben. Dieses gesamte Programm darf nicht in weitere Regulierungen ausmünden, sondern muss durch die liberalen Kräfte und nicht durch die etatistischen Tendenzen bestimmt werden. In dieser Beziehung gilt es mit freiheitlichen Bestrebungen ernst zu machen, die andernorts schon längst Fuss gefasst haben, zum Teil auch in der hier oft stark kritisierten EG.

Wir glauben auch, dass es unumgänglich ist, in der Aussenwirtschaftspolitik klare Prioritäten zu setzen. Wir können nicht alles gleichzeitig tun. Wir haben im globalen Bereich das Gatt-Abkommen vor der Türe. Ich würde zu prophezeien ver-

suchen, dass natürlich alles von der neuen amerikanischen Regierung abhängt. So wie die Zeichen aussehen, werden wir uns erst im nächsten Jahr ernsthaft mit diesem Abkommen beschäftigen können. Die Vorbereitung einer möglichen Volksabstimmung ist natürlich eine eminente Aufgabe auch des Parlamentes. Hier geht es um Sein oder Nichtsein unserer Exportwirtschaft mit all dem, was damit zusammenhängt.

Im Bereich der Europapolitik haben wir klar kürzerzutreten und uns auf die bilateralen Versuche zu beschränken, das Freihandelsabkommen von 1972 technisch zu verbessern. Ob hier Fortschritte möglich sind, können wir nicht sagen. Ich befürchte, dass wir die Lage in Brüssel im Augenblick zu optimistisch einschätzen. Dort ist ein psychologisches Tief eingetreten, auch im Zusammenhang mit den Verträgen von Maastricht.

Wir müssen auch versuchen, das Transitabkommen über die Runden zu bringen, wobei ich persönlich über die Vorleistung durch gewaltige Neat-Beiträge nicht glücklich bin. Wir schiessen diese in Europa ein, ohne dass wir wissen, ob wir tatsächlich reell etwas zurückbekommen.

Schliesslich ist die Situation bei den Forschungsverträgen sehr wichtig. Aber auch dort sieht die Lage nicht so positiv aus, wie es im Augenblick des Besuches von Herrn Cotti in Brüssel am Ende des vergangenen Jahres schien. Wir haben allen Grund, unsere Regierung in diesen westeuropäischen bilateralen Gesprächen mit allen Mitteln zu unterstützen.

Lange Diskussionen hat unsere osteuropäische Entwicklungszusammenarbeit heraufbeschworen. Was wir über die Bedingungen unserer Unterstützung diskutiert haben, trifft zu. Hier geht es ganz klar darum, auch Prioritäten zu setzen.

Frau Misteli, es ist nicht wahr, dass die Menschenrechte in der Zeit des kalten Krieges keine Bedeutung hatten. Es war nur nicht möglich, sie durchzusetzen. Aber heute sind sie dank Gorbatschow vorhanden, und jetzt geht es darum, sie zu erhalten. Das ist eine Minimalbedingung, deren Erfüllung wir erzwingen müssen. Sonst müssen wir auf die Hilfeleistung verzichten. Unsere Erwartung für den nächsten Schritt heisst: Demokratie und Marktwirtschaft. Allerdings kann dies nicht tollkühn geschehen, sondern Schritt für Schritt.

Wahrscheinlich, Frau Misteli, werden wir auch in der Nord-Süd-Beziehung nicht um diese Konditionen herumkommen, und wir haben auch das Recht dazu, weil wir Anstrengungen unternehmen, die zum Teil beträchtlich sind. Ich darf Sie daran erinnern, dass wir in der letzten Woche mit sehr grossem Mehr den neuen Krediten für Mittel- und Osteuropa zugestimmt haben.

Ich glaube auch, dass wir uns mehr Sorge um unsere Grenzräume machen müssen. Die Verzahnungsregionen in Genf, im Jura, in Basel, am Bodensee, im Engadin, im Tessin verdienen es, dass man jetzt den kleinen Grenzverkehr erleichtert und fördert.

Ich bitte Sie zu beachten, dass die Wirtschaftsverbände der Stadt Basel im Zusammenhang mit der neu entstandenen Situation nach dem 6. Dezember 1992 ein hochinteressantes Programm geschaffen haben. Diese Pforten nach Europa verdienen mehr Aufmerksamkeit, und zwar nicht nur in Bern, sondern zum Teil auch in den mehr im Innern der Schweiz gelegenen Kantonen. Die Grenzregionen gehören auch zu unserem Land und haben im Augenblick eine Brückenfunktion, die bedeutsam ist.

Schliesslich darf ich darauf hinweisen, dass das gesamte Programm, das hier vorliegt, natürlich nur erfolgreich ist, wenn es schnell über die Bühne geht. Unsere Exportwirtschaft benötigt rasche Hilfe. Nur wenn wir von der Verteufelung der Wirtschaft wegrücken und hier eine Chance sehen, unser gesamtes Leben materiell zu stützen, werden wir weiterkommen.

Die freisinnig-demokratische Fraktion wird in diesem Zusammenhang fünf Vorstösse einreichen: darunter einen Vorstoss im Bereich Freihandelsabkommen bei der Textilveredelung, einen beim Transitvertrag und einen bei den Forschungsverträgen. Im übrigen werden wir Ihnen beliebt machen, die Rolle der Schweiz in der Efta zu stärken, besonders im Zusammenhang mit Mittel- und Osteuropa. Schliesslich bitten wir Sie auch, für die Grenzregionen mehr zu unternehmen, als bis jetzt getan worden ist.

Steffen: Die Fraktion der Schweizer Demokraten/Lega dei Ticinesi hat vom Inhalt des Berichtes zur Aussenwirtschaftspolitik und der Botschaften zu Wirtschaftsvereinbarungen zwischen den Efta-Staaten und Israel bzw. Polen Kenntnis genommen. Den beiden Abkommen können wir zustimmen.

Mit der Einführung des Kaffeelabels «Max Havelaar» in der Schweiz kann das Postulat Simmen «Entwicklungsabgabe auf Kaffee» als erfüllt abgeschrieben werden. Damit sind wir einverstanden. Der Lösung, bei welcher der Konsument durch den Kauf von Max-Havelaar-Kaffee in seinem Detailgeschäft freiwillig eine Entwicklungsabgabe leistet, ist übrigens gegenüber einer Abgabe auf obligatorischer Basis der Vorzug zu geben.

Der grosse Umfang des Berichts und die kurze Redezeit erlauben nur einige gezielte Bemerkungen zur Aussenwirtschaftspolitik 1992.

Es ist erstaunlich, dass bei anhaltender weltwirtschaftlicher Schwäche und bei unterschiedlichem Wirtschaftswachstum in Westeuropa die schweizerische Exportwirtschaft 1992 ihre Lieferungen ins Ausland in einem ungünstigen Umfeld und bei harten internationalen Wettbewerbsbedingungen deutlich zu steigern vermochte.

Die Fraktion der Schweizer Demokraten/Lega dei Ticinesi stellt fest, dass die Aussenwirtschaftspolitik der Schweiz im Exportbereich zumindest Anfang des letzten Jahres erfolgreich war. Es wird von uns bedauert, dass die Würdigung dieses Umstandes nicht vermehrt in die schweizerische Öffentlichkeit hinausgetragen wurde, dies schon mit Blick auf die psychologische Nebenwirkung solch positiver Signale. Es braucht doch ein positives Klima, um die dem Exporterfolg entgegenlaufende Abnahme der Binnennachfrage aufzufangen.

In diesem Zusammenhang haben wir uns die berechtigte Frage gestellt, welches wohl die Gründe für die Konjunkturschwäche im Berichtsjahr 1992 sind. Dem Bericht ist hierzu einiges zu entnehmen.

Wie schon erwähnt: Mit Ausnahme der staatlichen Konsumausgaben waren sämtliche Bereiche der inländischen Nachfrage betroffen, am stärksten die Investitionstätigkeit. So schrumpften 1992 Bautätigkeit und Ausrüstungsinvestitionen der Wirtschaft um je rund 10 Prozent. Bestimmt trugen die hohen Zinsen und die gesunkene Kapazitätsauslastung der Industrie wie auch der tiefe Erneuerungsbedarf nach Jahren überdurchschnittlicher Investitionen zu diesem Einbruch bei. Mit dieser Beurteilung des Bundesrates können wir uns einverstanden erklären.

Als weiteren möglichen Grund für diese rückläufige Entwicklung nennt der Bundesrat die Unsicherheit vieler Unternehmer hinsichtlich der Situation der Schweiz im künftigen integrierten Europa, wobei er diese Frage erst in den kommenden Jahren schlüssig beurteilen will.

Ohne Zweifel hat die Informationspolitik des Bundesrates, der Wirtschaftsverbände, der Gewerkschaften und anderer Organisationen im Hinblick auf die EWR-Abstimmung negative Auswirkungen auf das Konsumverhalten des einzelnen und auf die Investitionsfreude der Unternehmen gezeitigt. Dass die Schwarze-Sonntags-Mentalität wichtiger Exponenten aus Politik und Wirtschaft diesen negativen Trend noch verstärkten, ist nicht von der Hand zu weisen. Dazu gehören natürlich auch die Horrorszenarien, die vorgängig der Abstimmung über die EWR-Vorlage in schwärzester Schrift an die Wände gemalt wurden.

Das alles schuf jenes verwirrende Klima der Unsicherheit, unter dem wir leider jetzt noch leiden. Spätestens mit der niemals erwarteten Stabilität der Börsenkurse und des Schweizerfrankens sowie dem erstaunlichen Zufluss von Milliarden von Franken aus dem Ausland in den letzten Tagen des vergangenen Jahres wie auch mit dem Bekanntwerden der Exportzahlen für 1992 hätten nach unserer Meinung in aller Öffentlichkeit deutliche Signale der Zuversicht verbreitet werden müssen.

Leider haben die Classe politique und die Classe économique diesen wichtigen Zeitpunkt verpasst. Offenbar war man noch zu sehr mit dem unerwarteten Resultat der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 beschäftigt. Was war die Folge? Statt Ver-

trauen in unsere wirtschaftlichen Stärken zu schaffen, schaukelte man am sogenannten «Röstigraben». Leider hat auch Herr Kollega Jaeger vorhin alle positiven Indizes sofort wieder relativiert und für die Zukunft ein eher düsteres Bild gezeichnet.

Europa mit seiner Ueberproduktion, seinen übervollen Lagerstellen und seinen Millionen von Arbeitslosen darf nicht der bevorzugte Blickpunkt unserer Aussenwirtschaftspolitik bleiben, sondern unser Augenmerk gilt den weltweit verteilten Wachstumsmärkten, die letztlich für die kleine Schweiz überlebenswichtig sind.

Noch ein Wort zur immer auch in diesem Rat wieder kritisierten «Fünfer und Weggli»-Wirtschaftspolitik. Wer sich in der Weltwirtschaftspolitik umsieht, kann feststellen, dass es überall gang und gäbe ist, für sein Land möglichst beste Wirtschaftsbedingungen zu erzielen. Der Staat, welcher sich auf eine Politik des «Fünfer oder Weggli» zurückzieht, wird früher oder später von jenen übertrumpft, die nach dem Motto «Fünfer und Weggli» handeln.

In diesem Zusammenhang vielleicht noch einige persönliche Gedanken zum Gatt. Warum wohl konnte die Uruguay-Runde des Gatt noch nicht zum Abschluss gebracht werden? Ein Grund ist sicher die berechtigte Furcht, eine rasche Liberalisierung des Welthandels könne zu erheblichen Turbulenzen innerhalb der einzelnen Volkswirtschaften führen.

Ein EG-Beitritt der Schweiz und ein umfassender Einbezug der Landwirtschaft im Rahmen des Gatt – um ein Beispiel zu erwähnen – würden unserem Staat mittelfristig wohl einige zehntausend arbeitslose Betriebsinhaber und Angestellte aus der Landwirtschaft bescheren – Arbeitnehmer, die von ihrer Ausbildung her bestimmt grösste Mühe haben dürften, sich in unsere Wirtschaft zu integrieren. Hier gehe ich mit Herrn Kollega Baumann nicht einig. Was nützt uns eine «green box», wenn die Kassen leer sind?

Vielleicht noch eine Bemerkung an die Adresse von Frau Misteli: Sie behaupten, wie das schon oft in diesem Saal zu hören war, die Schweiz sei eines der reichsten Länder der Welt. Ich glaube persönlich, unser Land benimmt sich wie eines der reichsten Länder. Aber wenn wir die Schulden betrachten, die Schulden der öffentlichen Hand, insbesondere auch die riesigen Hypothekarschulden – sie machen pro Einwohner, Kind und Kegel mitgerechnet, etwa 60 000 Franken aus –, und wenn wir an die 500 000 armen Leute in diesem Land und die rund 150 000 Arbeitslosen denken und das alles berücksichtigen, dann müssen wir das Bild der reichen Schweiz doch wohl endlich relativieren.

Ich fasse zusammen: Die Schweiz muss alles daransetzen, die internationale Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft durch gezielte Massnahmen zu verbessern, wobei wir das Augenmerk auf die weltweit verteilten Märkte richten müssen, insbesondere auf die Wachstumsmärkte.

M. Eggly: Dure fin de semaine et fatigue un peu extrême pour évoquer des problèmes aussi importants pour l'avenir de notre pays. Permettez-moi donc d'en rester à quelques points essentiels, du point de vue du groupe libéral. Naturellement, le groupe libéral prend connaissance et prend acte de ce rapport sur la politique économique de notre pays, notamment extérieure, et il approuve l'accord avec la Pologne et l'accord avec Israël sans les réticences qui ont été émises à l'égard de cette dernière. Il approuve ces deux accords conclus sous l'égide de l'AELE.

Monsieur le Conseiller fédéral, ce n'est pas vous offenser que de dire que ce rapport n'a évidemment pas le même souffle, n'ouvre évidemment pas les mêmes espoirs, n'est évidemment pas fondé sur des analyses aussi solides, aussi captivantes que le rapport précédent. Le rapport précédent nous avait véritablement procuré un choc et un plaisir intellectuel. Ici, forcément, après le choc du 6 décembre et de l'Espace économique européen, nous sommes psychiquement comme dans un creux et nous nous demandons tous ce que nous allons bien pouvoir faire maintenant.

Nous partageons, Monsieur le Conseiller fédéral, les observations que vous nous avez faites en commission, à savoir qu'il ne faut pas nous nourrir d'illusions parce que ce rapport nous

montre une image au fond assez optimiste, au premier abord, de la tenue de notre économie, de l'augmentation de nos exportations vers les marchés extraeuropéens, mais naturellement cela ne peut pas compenser le fléchissement des exportations et surtout des importations venant de l'Europe occidentale, singulièrement de la Communauté européenne, et aussi le fléchissement des investissements en Suisse même. Nous savons tous, par exemple, que l'industrie des machines a déjà subi les premiers contrecoups de l'après 6 décembre, et nous partageons l'inquiétude du gouvernement à cet égard. Pour compenser cela, il faudrait donc une politique de revitalisation, de déréglementation très efficace. Et les libéraux l'ont déjà dit à cette tribune, qu'il s'agisse d'Eurolex, qu'il s'agisse de Swisslex, nous n'avons pas l'impression que le gouvernement tire absolument toutes les conséquences offensives du non à l'EEE. Et nous nous demandons si, ici même, notamment ceux qui étaient contre l'Accord sur l'Espace économique européen sont d'accord de tirer toutes les conséquences offensives de l'après 6 décembre afin de compenser le handicap qui résulte de notre non à l'EEE.

Sans doute, on sent bien ici, dans le terreau économique, des frémissements qui pourraient être annonciateurs de reprise. On constate une baisse des taux d'intérêts, on constate une baisse de l'inflation, on constate une augmentation de l'épargne. Mais il nous semble qu'il manque cette confiance dans le secteur public et dans le secteur privé, et cette volonté de tous les acteurs économiques de jouer le jeu. Les signes de Berne devraient donc être plus clairs et exprimer davantage, à notre sens, une volonté de forme, qui puisse être non pas explosive, mais qui puisse être le retour à la meilleure forme après – comme dit souvent M. Ogi, président de la Confédération – un fitness sérieux. Fitness oui, mais, Monsieur le Conseiller fédéral, sans anabolisants à la Ben Johnson. Et à cet égard, nous avons l'impression que ces quelques centaines de millions pour la relance, qui ont été votés l'autre jour, se rapprochent plus des anabolisants que du fitness!

Nous sommes donc d'accord, Monsieur le Conseiller fédéral, avec les efforts bilatéraux que vous entendez mener vis-à-vis de la Communauté européenne pour aboutir à des accords partiels, sectoriels. Nous sommes également d'accord – et nous vous soutenons dans cette voie – avec cet effort visant à des collaborations plus larges, à des traités plus généraux. Mais nous voyons bien – et nous partageons votre analyse et nous prenons acte que vous l'avez toujours dit – que pour tout cela il y aura un prix à payer et que nous n'allons pas obtenir les résultats que nous aurions obtenus avec l'Espace économique européen. A cet égard, nous écouterons encore avec attention tout à l'heure vos considérations sur les conséquences de l'après 6 décembre.

Nous pensons, Monsieur le Conseiller fédéral, en tout cas, qu'en ce qui concerne maintenant nos relations avec la Communauté, et par rapport aux perspectives, il faut que le gouvernement donne des signes clairs vis-à-vis de nos partenaires, et des signes clairs vis-à-vis du peuple suisse. On a trop parlé, notamment à l'occasion de l'élection au Conseil fédéral, des signaux qu'on se lance, des signaux plus ou moins ambigus. Je crois qu'il faut quitter le langage du morse pour le langage en français, ou en allemand, ou en italien, mais qui soit intelligible à chacun et qui ne prête pas à confusion.

Maintenant, il n'y a pas que l'Europe occidentale. En ce qui concerne l'aide aux pays de l'Est, nous nous sommes déjà exprimés à cette tribune à propos du crédit que nous avons voté. Nous pensons qu'à travers la Banque européenne de développement et de reconstruction de l'Europe de l'Est, à travers la Banque mondiale, à travers le Fonds monétaire international, la Suisse doit participer tant qu'elle le peut et aussi bien qu'elle le peut à tout ce qui doit être accompli et je répète ici ce que j'ai dit alors: sans l'aide occidentale pour l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, le pire est assuré; avec l'aide, naturellement, le meilleur n'est pas garanti et le pire peut encore arriver. Mais je crois que nous sommes condamnés à faire tout ce que nous pouvons.

J'en arrive à ma conclusion. La politique économique du Conseil fédéral dans les mois et les années qui viennent est extrêmement importante et nécessite en effet la clarté et l'affir-

mation de quelque chose de substantiel, et par conséquent la cohésion du gouvernement, la collégialité et, ici aussi, un consensus minimum. Ce qui s'est passé à propos de l'élection au Conseil fédéral nous inquiète. Nous espérons au moins que cela nourrira la réflexion et ravivera la conscience que le consensus est précisément indispensable à la conduite des grandes affaires politiques de notre pays. Nous espérons qu'à votre incitation le gouvernement va proposer et mener une véritable politique économique intérieure et extérieure qui donnera à notre économie les meilleures chances de reprise.

M. Berger: Je me verrai dans l'obligation d'écourter mon intervention pour la raison évidente que ma voix est un peu perturbée aujourd'hui.

Le groupe UDC soutiendra les accords avec Israël et avec la Pologne, tels qu'ils nous sont proposés, et prend acte du rapport qui nous est soumis. A titre personnel, je tiens cependant à dire que je regrette encore aujourd'hui, avec bon nombre de mes concitoyens, le rejet du 6 décembre dernier de l'Accord sur l'EEE. Mais rien ne sert de se lamenter. Le Conseil fédéral n'a d'ailleurs pas attendu pour remettre l'ouvrage sur le métier et, avec les mêmes objectifs, pour essayer d'entrouvrir de nouvelles voies, certes difficiles. Or, sans accords nouveaux, sans une véritable offensive renouvelée dans le domaine de notre politique commerciale extérieure, il ne faut pas se faire d'illusion: la morosité de notre marché intérieur va persister.

Face à cette situation, nous partageons le souci du Conseil fédéral de sauvegarder des priorités essentielles, et nous pensons en particulier à la place que nous avons acquise dans le domaine de la coopération et de la recherche. L'importance de tels accords n'est plus à démontrer pour assurer la vitalité de notre puissance concurrentielle dans le temps.

La situation est identique en ce qui concerne les accords du Gatt qui commencent à «traîner», si vous me passez l'expression, et qui mériteraient d'être signés dans les meilleurs délais si nous voulons éviter ce qui se passe déjà maintenant – je veux parler des mesures protectionnistes que prennent certains pays et non des moindres – et qui ne va pas du tout vers de meilleures relations internationales.

Je suis également d'accord avec l'ouverture offerte par les accords qui nous sont proposés avec Israël et la Pologne. Je relève toutefois que les concessions tarifaires importantes proposées entre la Suisse et ces deux pays ne seront pas sans conséquences pour notre économie agricole. Aussi, sans revenir sur le fond de la question, souhaiterai-je que le processus de rapprochement des marchés agricoles s'accélère, surtout au niveau des agents de production, afin d'améliorer notre compétitivité et nos échanges. De plus, selon l'OCDE, notre balance commerciale agricole s'est fortement détériorée ces dix dernières années. Il est donc temps de stopper une hémorragie que les paiements directs, même les plus généreux, ne seront pas en mesure de combler. En outre, l'agriculture n'est pas en droit de se désolidariser totalement pour une meilleure coopération et un meilleur partage avec les marchés extérieurs. Certes, on nous a tendu la perche avec l'Accord sur l'EEE. Nous n'avons pas su utiliser cette manière relativement élégante, dirai-je, de nous frotter progressivement aux marchés extérieurs.

D'autres voies devront cependant être envisagées, qui ne sont pas clairement définies. Il faut qu'un effort soit entrepris dans ce sens, à moins que les accords du Gatt puissent être signés dans les meilleurs délais, car, contrairement à certaines données ou certaines attitudes, l'agriculture ne peut pas considérer cet accord-là comme aussi négatif qu'il peut le paraître à première vue si l'on tient compte des excédents considérables qui se profilent déjà sur le marché européen en matière de production agricole.

Par conséquent, nous attendons aussi du Conseil fédéral un effort d'approche dans ce domaine.

Vollmer: Die Debatten zum Aussenwirtschaftsbericht haben ihre politische Berechtigung eigentlich nur deshalb, weil wir bei diesem Aussenwirtschaftsbericht immer wieder die Gelegenheit wahrnehmen, aktuelle wirtschaftspolitische und wirtschaftliche Entwicklungsfragen aufzugreifen.

Es ist klar, dass heute die zentralste Frage in diesem Land in bezug auf die Aussenwirtschaftspolitik darin besteht, wie es nach dem 6. Dezember 1992 weitergeht. Wenn wir in unserer Fraktionserklärung jetzt aber darauf verzichten, uns des langen und breiten über diese Problematik auszulassen, machen wir es aus dem genau gleichen Grund, aus dem auch die Aussenpolitische Kommission diese Diskussion anlässlich dieses Berichtes nicht geführt hat: Wir wissen, dass wir zu dieser zentralen wirtschaftspolitischen Frage eine besondere Botschaft des Bundesrates auf dem Tisch haben, und dass wir uns in der Sondersession sehr eingehend mit diesem Problemkreis beschäftigen werden. Heute, im Rahmen des nicht zustimmungsbedürftigen Aussenwirtschaftsberichtes, irgendwelche allgemeinen Bekenntnisse in Sachen Revitalisierung usw. von uns zu geben, hat keinen sehr grossen Sinn. Die Nagelprobe ist dann zu bestehen, wenn es darum geht, konkrete Massnahmen umzusetzen. Ich hoffe, dass alle diejenigen, die heute von Revitalisierung und Fitness gesprochen haben, sich dann beispielsweise bei der Beratung des Kartellgesetzes wieder an diese Worte erinnern.

Ein anderer wichtiger aussenwirtschaftlicher Problembereich, die Osteuropa-Entwicklung, wurde in diesem Rat eingehend diskutiert. Wir verzichten deshalb darauf, noch einmal unsere Position dazu darzulegen.

Das gibt uns die Chance, diesen Aussenwirtschaftsbericht unter einer Perspektive zu betrachten, welche in den letzten Jahren oft zu kurz kam. Es ist die Chance, Fragen anzugehen, wie denn unsere Aussenwirtschaftspolitik vor dem Hintergrund der Entwicklungen in Afrika, in der Dritten Welt zu bewerten ist; wie die Zusammenhänge zwischen unserer Aussenwirtschaftspolitik und der Entwicklungszusammenarbeit sind; Fragen im Zusammenhang mit der Neuen Weltordnung, im Zusammenhang mit der Zukunft der Mischkredite, im Zusammenhang mit den Problemen der riesigen Verschuldung, die gegenwärtig in der Dritten Welt ja noch zunimmt.

Wir können unsere Enttäuschung nicht verhehlen. Es ist heute offensichtlich, dass die wirtschaftliche, die soziale und die politische Situation in vielen Ländern Afrikas dramatischer denn je ist. Die Chance, dass sich bei den Menschenrechten positive Entwicklungen abzeichnen, hängt unmittelbar und mehr denn je von aussenwirtschaftlichen Faktoren ab.

Durch den Wegfall der Ost-West-Konfrontation ist das Nord-Süd-Bemühen in vielen Bereichen vollkommen aus den Fugen geraten. Uncle Sam muss heute seine Getreidelieferungen nicht mehr im politischen Wettlauf gegen die politische Gefahr machen, dass sich einzelne Drittweltländer sonst in die Arme und Abhängigkeiten der Sowjetunion begeben. Unsere Aussenwirtschaftspolitik hat diese neue weltwirtschaftliche Situation zur Kenntnis zu nehmen, sich daran auszurichten und neue Strategien zu entwickeln.

Es ist bekannt, dass in den letzten zwei Jahren auch die Weltbank im Zusammenhang mit Kreditvergaben vermehrt den Begriff «good governance» verwendet. Dahinter steht die Zielsetzung, dass Korruption in diesen Ländern bekämpft werden soll. Wenn Korruption herrscht, ist keine vernünftige wirtschaftliche Entwicklung möglich, und ohne vernünftige wirtschaftliche Entwicklung kann keine politische Demokratie installiert werden. Hinter diesem Konzept der «good governance» stehen ganz bestimmte politische Konditionalitäten. Unser Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik müsste hier eigentlich die schweizerische Haltung zu diesen politischen Konditionalitäten viel deutlicher und stärker zum Ausdruck bringen. Darüber hätten wir in diesem Rat zu diskutieren, wenn wir über Aussenwirtschaftspolitik sprechen.

Die immer noch feststellbare Abkoppelung der Aussenwirtschaftsfragen von den politischen und Entwicklungsfragen spricht immer noch nicht für eine kohärente Koordination zwischen Aussenwirtschaft und Entwicklungszusammenarbeit.

Ein Beispiel: Im Rahmen des Helsinki-Paktes der OECD wurden bezüglich der Mischfinanzierungen neue Regeln erarbeitet, an die sich auch die Schweiz halten muss. Die bisherigen Mischfinanzierungen wurden von schweizerischen Entwicklungsorganisationen immer sehr heftig kritisiert; sie werden in Zukunft im Rahmen der OECD-Vorgaben nicht mehr so praktiziert werden können, wie man das heute getan hat. Zwar hat

sich die Schweiz innerhalb der OECD und dieses Helsinki-Paktes für eine weitgehende Liberalisierung dieser Mischkredite ausgesprochen. Doch wie die neue schweizerische Politik diesbezüglich aussehen soll, lässt sich in diesem Bericht nirgends erkennen. Auch in der Aussenpolitischen Kommission konnten uns aufgrund von Fragen diesbezüglich noch keine befriedigenden Antworten gegeben werden.

Im Aussenwirtschaftsbericht lesen wir in diesem Zusammenhang die schwerwiegende Aussage, dass zugunsten der multilateral noch zulässigen Mischkreditabwicklung Umverteilungen auf Kosten anderer wirtschafts- und handelspolitischer Massnahmen der Entwicklungszusammenarbeit vorgenommen werden müssen. Diese Umverteilung zu Lasten anderer entwicklungspolitischer Massnahmen sollten wir hier diskutieren können. Diese Prioritäten gälte es vom Parlament im Zusammenhang mit der Aussenwirtschaftspolitik zu setzen.

Die SP-Fraktion ist der Meinung, dass es jetzt vordringlicher denn je ist, unsere Aussenwirtschaftspolitik gegenüber der Dritten Welt neu zu definieren. Gerade heute, wenn Drittweltspolitik nicht mehr einfach die Drittweltspolitik der Grossmächte, eben nicht mehr nur eine verkappte Politik zur Sicherung vor Einflussphären, darstellt, gerade in dieser Zeit braucht es neue Perspektiven und neue Strategien, auch für die schweizerische Politik.

Zum Efta-Abkommen mit Israel wird Ihnen Frau Bäumlin noch ein separates Anliegen begründen. Die SP-Fraktion nimmt im übrigen von diesem Aussenwirtschaftsbericht Kenntnis. Sie unterstützt auch die Efta-Abkommen mit Polen und mit Israel.

Frau Bäumlin: Verträge wie dieser Vertrag zwischen den Efta-Staaten und Israel werden diesem Parlament zusammen mit Berichten sozusagen untergejubelt. Wir diskutieren sie meistens nicht einmal richtig.

Ich kämpfe nun seit Jahren für eine menschenrechtliche Konditionalisierung solcher Wirtschaftsverträge. Eine solche würde aber verschiedenen Wirtschaftsinteressen zuwiderlaufen und hatte deshalb bisher keine Chancen. Auf dem Weg zu diesem Ziel, das ich nicht aufgebe, gibt es aber noch viele Möglichkeiten, und von denen will ich keine einzige auslassen.

Vor einem Jahr versuchte ich, den Vertrag zwischen den Efta-Staaten und der Türkei menschenrechtspolitisch zu nutzen. Ausser schönen Versprechungen habe ich nichts erhalten. Die Folgen dieses Freihandelsabkommens sprechen schon wirtschaftlich Klartext. Offenbar haben sich die schweizerischen Exporte in die Türkei vervielfacht. Die Importe aus der Türkei sind zurückgegangen. Schweizerische Wirtschaftsinteressen haben sich also total durchgesetzt. Das ist das wahre Gesicht dieses Vertrages. Die Schwächsten der Schwachen haben weniger als null Chancen.

Im nun vorliegenden Vertrag gibt es wieder ein Problem auf der Seite der anderen Vertragspartei: Es schlägt sich nieder in einer Sprachregelung, der die schweizerischen Unterhändler schliesslich zugestimmt haben. Danach darf darin nicht von «besetzten Gebieten» in Israel gesprochen werden und nicht von «Palästinensern».

Ich habe nun erfahren, dass diese verletzendende Sprachregelung nicht einmal internationalem Standard entspricht. In der Uno ist die Rede von «les territoires arabes occupés par Israël, y compris la Palestine». Es wäre vielleicht gut, wenn die Unterhändler des Bawi bei solchen Verträgen zur rechten Zeit die Fachleute des Menschenrechtsbüros des EDA konsultieren würden.

Meine Hauptsorge bei diesem Freihandelsvertrag gilt aber der Gefahr, dass durch ihn der Nahost-Friedensprozess weiter gestört oder beeinträchtigt werden wird. Heute morgen war in der «Basler Zeitung» zu lesen, dass sich die Palästinenser weigern, am 20. April nach Washington an den Verhandlungstisch zurückzukehren, wenn das Problem der Massendeportation nicht gelöst sei. Dieser Bruch der 4. Genfer Konvention ist jedoch nur die Spitze des Konfliktes. Es gibt noch viele andere Aspekte davon.

Der Efta-Vertrag will nun den aus den besetzten Gebieten stammenden Produkten die gleichen Ausfuhrbestimmungen zugestehen wie den israelischen. Das ist der Regelung mit der

EG nachformuliert und insofern überhaupt kein Fortschritt. Es ist vielmehr ein Beleg dafür, wie schwer bis unmöglich es ist, mit Wirtschaftsverträgen Menschenrechts- und Entwicklungspolitik zu machen. Rückweisung der Vorlage macht deswegen keinen Sinn, aber es liessen sich diese aufgezeigten Defizite auf andere Weise kompensieren.

Ich werde einen Vorstoss deponieren, der vom Bundesrat einen Bericht verlangt über seine Anstrengungen im multilateralen Nahost-Friedensprozess seit Madrid, und ich werde Vorschläge für die Intensivierung der Entwicklungshilfe mit Menschenrechtsdimension in Israel und Palästina machen. Eine solche verstärkte Förderung der Entwicklung im Nahen Osten liegt übrigens vollständig im Trend. Wir wären da etwa nicht einsam und allein: Im Budget der EG wurden die Ausgaben für Aussen- und Entwicklungspolitik erhöht und unter die ersten Prioritäten genommen.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.45 Uhr
La séance est levée à 12 h 45

Aussenwirtschaftspolitik 1992/I, II

Politique économique extérieure 1992/I, II

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.008
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.03.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	305-314
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 377

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.